

BELGIQUE

Discussions sur l'avenir politique et rôle des piliers

Christian DUFOUR

La coalition politique menacée par les outsiders

Les élections législatives prévues pour le 13 juin 1999 précèdent déjà très sérieusement les milieux politiques et syndicaux belges. Les scandales qui ont secoué l'État (affaire Dutroux, corruption...), la réaction des tendances nationalistes et séparatistes, les conséquences des changements économiques et sociaux sur la cohésion des groupes sociaux, l'usure des structures traditionnelles de contrôle social nourrissent les craintes quant à la pérennité de la coalition socialiste/sociaux-chrétiens, au pouvoir de plusieurs dizaines d'années.

La courte victoire de 1995, et les événements qui ont ébranlé les partis et le gouvernement laissent supposer que les partis gouvernementaux peuvent être mis en difficulté. Les sondages le confirment. Des enquêtes auprès des électeurs rendues publiques en mars 1998 prévoient un recul des partis socialistes et chrétiens-démocrates. L'alliance est d'autant plus fragilisée que les pertes des partis au pouvoir sont asymétriques dans les deux régions principales, la Flandre et la Wallonie. En Flandre, le CVP (chrétien) ré-

siste bien et constitue toujours le pôle majeur de l'alliance flamande et nationale (J.L. Dehaene, Premier ministre belge, est issu de ce parti). Le SP (socialiste) recule, mais dans des proportions acceptables pour la reconduction d'une alliance qui l'intègre. En Wallonie, par contre, les difficultés sont d'un autre ordre. Les reculs des socialistes et des chrétiens-démocrates, combinés à la progression des libéraux redistribuent les cartes : les libéraux viendraient le parti majoritaire en Wallonie. Ils pourraient former l'axe d'une majorité potentielle : pas avec les sociaux-chrétiens, trop affaiblis, mais avec les socialistes. Les sondages indiquent aussi une forte poussée des écologistes en Wallonie. Elle est sans doute provoquée par le ralliement à cette étiquette (dans les sondages) d'électeurs sensibles au « mouvement blanc ». Un parti, le PNP, vient de se fonder sur la base de ce mouvement, mais les sondages le prennent en compte mal en compte. Il n'est donc pas certain que les écologistes disposent, pour participer à une coalition gouvernementale, de la force substantielle que leur prêtent les sondages.

La question se pose alors de savoir s'il est imaginable de constituer un

BELGIQUE

g o
u v
er-
ne-
me
n t
fé-
dé-
ral
sur
l a
b a
s e
d'

Com parai son des ré sul tats aux lé gis la ti ves de 1995 avec un son dage en mars 1998 (en %)

		Libéraux	Socialistes	Démocrates chrétiens	Ecologistes	Nationalistes	PNP	Autres
Wallonie	Elec tions mai 1995	24	34	23	10	5		3
	Son dage mars 1998	27	23	15	23	6	4	2
Flandre	Elec tions mai 1995	21	20	27	7	19		6
	Son dage mars 1998	22	15	24	8	25	4	2
Bruxelles	Elec tions mai 1995	38	18	12	10	13		3
	Son dage mars 1998	40	15	9	17	16	2	1

u n Source : d'après un son dage de Sur vey et Action, pu blié dans *Le Soir*, 25 mars 1998. Les par tis ont été re grou-
pés par fa mille : Li bé raux = PRL+FDf+VLD ; So cia lis tes = PS+SP ; Dé mo cra tes chré tiens = PSC+CVP ; Eco-

alliance asymétrique : chrétiens so-
ciaux+socialistes en Flandre, socialis-
tes+libéraux en Wallonie.

Plu tôt que d'avoir à ten ter cette ex pé-
rience, et sans fermer la porte à aucune
so lu tion, les par tis po li ti ques de la coa-
li tion ont en tre pris de res ser rer leurs rangs,
et de « faire le mé nage » au sein de leurs
responsables. Les congrès se succèdent
ra pi de ment. Ils met tent en évi dence l'im-
por tance des dissensions internes, en
même temps que la force des réflexes
partisans, et de l'implication syndicale
dans ce pro ces sus.

Les con grès des par tis : quel les al lian ces, quels pro gram mes ?

Le Par ti so cia liste wal lon (PS) a tenu
à la mi-mai un con grès qui a vu les fé-
dé ra tions de base désavouer les textes
d'orientation pro posés par les di ri geants.
Le rôle de l'Etat *régulateur* a été réaf fir-
mé, au dé tri ment d'un Etat *opérateur*. La
semaine de quatre jours fait désormais
partie du pro gram me PS, sans pour au tant
que celui-ci accepte la solution d'une
loi-cadre, proposée par sa fédéra tion de

Bruxelles. Le « *blairisme* » des réso-
lu tions sou mi ses au con grès a été dé non cé
par des responsables de terrain qui ont
pro fi té de cette ren contre pour mettre des
bor nes pro gram ma ti ques à toute pers pec-
tive d'al liance avec les libéraux, sans la
re fu ser pour au tant. Cette pers pec tive est
sou vent évoquée dans les états-majors
poli ti ques wal lons, comme so lu tion pos-
sible à une défaillance élec torale com-
mune des démocrates chrétiens et des
so cia lis tes, et pour évi ter ain si un pas sage
dans l'op position.

La FG TB wal lonne, qui par tage beau-
coup de ses mem bres avec ce par ti, a pro-
fi té de cette période de congrès pour
rappeler qu'en tant que syndicat, elle
n'est liée à aucun parti. Mais les limites
de ce qu'elle peut sup por ter se raient sans
doute assez vite atteintes si une alliance
avec les li bé raux de vait se réa li ser. Elle se
trouverait alors rapidement en déséqui-
libre vis-à-vis de sa base la plus tra di-
tion nelle, ouvrière, socialiste et
anticapitaliste.

Au même moment le Parti socialiste
fla mand (SP) ras sem blait un con grès. La

teneur programmatique (maintien de la Sécurité sociale unique en Belgique, semaine de 32 heures et quatre jours à terme) est sensiblement identique à celle des homologues wallons. Mais les options du SP ne sont pas ouvertement tournées vers une alliance avec les libéraux. Les socialistes ne disent pas de la majorité politique dans leur région. Les forces syndicales sont elles aussi plus favorables aux chrétiens-démocrates. En Flandre, la tentation pour rait être au contraire que les chrétiens démocrates, relativement préservés dans les sondages, soient tentés par une alliance avec des libéraux, en progrès, au détriment des socialistes, en recul. Enfin, les libéraux flamands, rejoints récemment par d'anciens membres de la *Volksunie*, sont plus sensibles à des perspectives séparatistes que les socialistes refusent. Les socialistes flamands ne sont pas portés à imiter leurs camarades hollandais ou wallons en matière d'alliance.

Le Parti social chrétien (PSC, wallon) est le mailon le plus affaibli de la chaîne gouvernementale. Il souffre de fortes dissensions internes, tenant tant au programme qu'aux intérêts personnels de ses dirigeants. Au long de plusieurs mois de crise interne, il a multiplié les réunions. Il tente une opération de sauvetage en appelant comme président le ministre des Finances fédéral, Philippe Maystadt, qui doit alors quitter son poste ministériel. Il entreprend pour cela une opération délicate de rénovation, en acceptant une coprésidence avec Joëlle Milquet, femme de moins de quarante ans, deux attributs rares dans les rangs d'un parti vieillissant et porté au clientélisme.

**Écologistes et syndicalistes wallons
en embuscade**

Les organisations écologistes et syndicales wallonnes, leurs militants et leurs thématiques constituent un enjeu central de la bataille engagée.

La FGTB wallonne, comme on l'a vu plus haut, poursuit sa politique de démarcation à l'égard du Parti socialiste. Les responsabilités de gestion de ce dernier, les tentations qu'il affiche de s'allier aux libéraux pour s'assurer une majorité de gouvernement en Wallonie favorisent cette évolution, même si les résistances internes sont fortes. La FGTB doit tenir compte de bases sociologiques fortement politisées, mais socialement menacées.

Au sein de la CSC des mouvements nombreux sont en cours, mais pour des raisons inverses : la CSC wallonne dispose d'une branche employés puissante, et très engagée à gauche du mouvement. En fait, les nouveaux bastions syndicaux de salariés constitués dans les rangs des employés sont particulièrement sensibles à l'hypothèse d'une recomposition politique. Elle leur permet de se distinguer des majorités syndicales ouvrières en déclin.

Dans les deux syndicats, les modes d'organisation syndicaux donnent une forte visibilité à ces catégories de salariés en croissance, puisque ouvriers et employés n'adhèrent pas aux mêmes structures. Les ouvriers sont regroupés en syndicats d'industrie (métallurgie, chimie, etc.), alors que l'ensemble des employés des différentes branches sont syndiqués dans des fédérations spécialisées : le SETCA pour la FGTB et la CNE pour la CSC. En Wallonie, les deux branches employés manifestent leurs différences à l'égard des tendances majoritaires de leurs organisations.

BELGIQUE

Politiquement, la mouvance écologiste peut leur servir de lieu de ralliement. Si elle est porteuse de potentialités politiques, elle peut devenir un partenaire aussi crédible que les deux partis traditionnellement alliés des syndicats, aujourd'hui affaiblis et à court de programmes alternatifs. Or, en Wallonie, comme le reconnaît le leader de la FGTB « quand on additionne Ecolo et PS, ça fait une majorité », en tout cas selon les sondages.

La question de la réduction du temps de travail permet même de creuser une niche commune. Le SETCA et la CNE ont pris des positions semblables en ce domaine, et les écologistes n'en sont pas très éloignés.

Du côté des sociaux-chrétiens, cette éventualité n'est pas restée ignorée. Le président du Mouvement Ouvrier Chrétien (MOC), François Martou, a lancé en janvier un appel à la « société civile » pour tenter de provoquer une alliance des différents mouvements « progressistes ». L'objectif serait de regrouper les associations, syndicats, partis, favorables à une politique qui rompe avec la pensée unique. Cette initiative n'a pas trouvé dans l'immédiat les réponses attendues. Mais elle a contribué à impulser des prises de position nouvelles tant parmi les chrétiens sociaux qu'au sein des alliés des socialistes. Si la FGTB s'est distanciée de l'initiative, à laquelle elle reprochait d'être une opération de sauvetage du PSC en capilotade, la centrale syndicale a dû plus tard reconnaître l'intérêt d'une éventuelle alliance entre socialistes et écologistes.

Dépilariser la société belge ?

Les écologistes se fixent pour objectif de « dépilariser » la société belge, c'est à

dire de faire sauter les verrouillages réciproques que s'assurent les différentes institutions partisans, syndicales, et associatives, et qui organisent étroitement la société belge. Cette perspective semble répondre à la situation d'une société qui se « laïcise », ce dont serait victime le Parti social chrétien.

Pourtant, les capacités de réactions des différents partis aux enjeux électoraux semblent indiquer les limites d'une telle perspective. L'évocation des changements d'alliance a eu comme effet de remobiliser les appareils, et, au-delà d'eux, les militants des structures les plus menacées. Le nouveau président du PSC met au centre de son programme le renouvellement de ses cadres : il s'agit d'abord de faire entrer des « moins de quarante ans » sur les futures listes électorales. La situation semble plus instable en Wallonie qu'en Flandre. Les Flamands se déclarent, aux deux tiers, prêts à voter en 1999 pour le même parti qu'en 1995, alors que ce taux ne dépasse pas 50 % pour les francophones. Le CVP ne baisse guère dans les sondages, et le leader qu'il fournit au gouvernement belge survit aux crises multiples qui traversent le pays.

Les leaders syndicaux eux-mêmes rappellent les responsables des partis amis à leurs tâches, et à l'urgence de ne pas laisser se défaire les alliances qui ont assuré au pays un gouvernement qualifié par fois de « travailiste ». Les libéraux – partisans du démantèlement de la sécurité sociale et de mesures de restrictions budgétaires renforcées – pourraient s'imposer comme alliés à des socialistes wallons désemparés par leurs propres revers et la perte de crédibilité de leurs alliés chrétiens. Cette menace a justifié que le Premier ministre se défasse

DISCUSSIONS SUR L'AVENIR POLITIQUE

de son ministre des Finances au moment du passage à l'euro, et que l'exigence soit fixée à ce dernier par le leader de la CSC de « rendre au parti ce qu'il a reçu de lui ».

J.L. Dehaene a entraîné en quelques jours, fin mai, les partis de la coalition dans une refonte importante (et inattendue dans ces délais) de la police et de la justice (juste après l'évasion manquée de J.M. Dutroux). Cette réforme a reçu un fort assentiment de la presse, qui n'attendait plus une réaction de cette nature sur un sujet qui empoisonne la vie publique belge depuis plusieurs années. Cette opération a eu pour vertu annexe (?) de se mener entre les seuls partis de gouvernement, sans la participation des écologistes ni des libéraux, qui se trouvent ainsi marginalisés sur un thème qui leur semblait favorable.

Les institutions menacées ne semblent donc pas aussi proches du déclin définitif que certains peuvent

l'espérer. La question centrale est plutôt de savoir si les partis traditionnels pourront enrôler à leur service, d'une façon ou d'une autre, les générations critiques qui leur font défaut pour le moment.

Dans le délai de l'année qui vient, la coalition semble servie par le retour de la croissance. Elle a atteint 3 % du PIB en 1997, et pourrait être encore supérieure en 1998 et 1999. Elle amène avec elle une diminution plus rapide que prévu de la dette de l'Etat, et donc des marges de manœuvre pour les élections à venir. Elle entraîne aussi une réduction du chômage.

Source :

Le Soir, documents syndicaux